

## Article:

**Langue :** Français

**Publiée:** 14 Avril 2023

**Droits d'auteur:** cette publication a été publiée en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.



---

### « Impact de la crise sanitaire de covid-19 sur le secteur bancaire en République Démocratique du Congo de 2010 à 2021 »

Par

Louis ELINGA MALAMU\*

#### Résumé

La pandémie du COVID-19 a entraîné des chocs sur la demande par la baisse de la consommation suite aux mesures de distanciation physique et confinement de la population et ainsi que sur l'offre par la perturbation de la chaîne de production à l'échelle internationale au départ de la Chine, cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux, et entraîne des spéculations sur les marchés financiers. Par rapport à la mobilité des facteurs est affaibli avec la réduction des flux des transports et des voyages qu'impose la propagation de la pandémie de la COVID-19. La pandémie du COVID-19 a entraîné la baisse de la production et par ricochet, la baisse des profits des entreprises, la baisse des salaires, la baisse de la demande, l'accroissement des pressions sociales et de l'incertitude.

La République Démocratique du Congo comme tant d'autres pays du monde a été touché par la pandémie du COVID-19 dès le début du premier trimestre 2020. Il ressort que toutes les branches d'activités ont ressenti différemment les effets de cette pandémie. Le pouvoir public avait pris les dispositions nécessaires pour freiner la transmission de la maladie, notamment ; la fermeture de magasin, le confinement, fermeture de bars et boîtes de nuit, pas de rassemblement de plus de 20 personnes, etc.

Cette étude vise à évaluer l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur le secteur bancaire en République Démocratique du Congo. Pour atteindre notre objectif, une méthodologie évaluative qui consiste en une modélisation économétrique de la relation entre les crédits à l'économie, l'épargne (dépôts), le taux d'intérêt et la crise sanitaire à travers un modèle vectoriel auto régressive. Avec les données récoltées auprès de la Banque Centrale du Congo, la Banque Mondiale et l'Institut National des Recherches Biomédicales INRB en sigle.

A travers la modélisation économétrique VAR, nous avons présenté l'étude par les variables à savoir, le crédit à l'économie (CRECO), le Dépôt bancaires (DP) le taux d'intérêt (TINT), l'investissement (INV), le Produit Intérieur Brut (BIPh), les liquidités bancaires (LIQ), le taux de l'inflation (TINF) et aussi la crise sanitaire (COVID) dans la spécification d'un modèle économétrique. Après étude de stationnarité des séries par l'application du test de racine unitaire et la détermination de la relation de co-intégration, nous avons étudié les relations de causalité par l'application du test de Jacques Berra et estimé notre modèle.

Pour terminer, nous avons validé ce dernier par l'application des tests sur les erreurs. Les résultats obtenus ont montré un impact significatif de crédit à l'économie, du taux d'intérêt et de la crise sanitaire du COVID\_19 sur le secteur bancaire en RDC. Les analyses ont démontré qu'au moment de la crise sanitaire, les banques Congolaises ont subi un impact négatif qui a entravé leurs activités. Elles eu des difficultés pour satisfaire la demande, ce qui a été une préoccupation pour les autorités du fait qu'elle imposé une modification profonde des activités bancaires surtout l'octroi des crédits aux ménages et aux entreprises en anticipant des difficultés et réduction du seuil minimum du coefficient de liquidité.

**Mots clés:** Crise sanitaire, Secteur banque, Covid-19.

## 1. Introduction

La pandémie du Covid-19, qui au départ était une crise sanitaire occasionnant des pertes en vies humaines, s'est progressivement traduite par une crise d'ordre économique à suite des différentes mesures prises par les autorités politiques pour limiter sa propagation. D'où l'économie mondiale a fait face à un choc économique dont la nature devrait être analysée pour espérer trouver des mesures appropriées d'atténuation.

Au cours des années 2019 et 2020, l'économie mondiale a fait face à une crise économique et financière majeure avec la crise sanitaire mondiale due à la pandémie de COVID-19. Avec ses débuts en Chine, cette pandémie s'est rapidement propagée à travers le monde entier, obligeant les pouvoirs publics à prendre des mesures de riposte, en vue de faire face à sa propagation. Les mesures prises, notamment le confinement et de distanciation physique mises en place ont paralysé plusieurs secteurs d'activités économiques, mettant l'arrêt brutal aux efforts amorcés par l'économie mondiale l'année d'avant.

La République Démocratique du Congo, comme d'autres pays du monde, a été touchée par la pandémie du Covid-19 au début de l'année 2020. La crise du Coronavirus est un danger qui a frappé le pays d'une manière disproportionnelle et plusieurs mesures prises pour contrer la transmission de cette pandémie ont créés des chocs économiques majeures dans l'ensemble du système économique national (Statistique, 2020).

Les premiers cas du Coronavirus au Pays ont été identifiés le 10 mars 2020 à Kinshasa, un individu de la nationalité Congolaise en provenance de la France. Dès le premier mois, le pays avait enregistré 22.841 personnes contaminées avec 673 personnes décédées. Cette pandémie est apparue dans le contexte d'un pays sortant de la crise due à l'épidémie à virus Ebola dans plusieurs provinces du pays. Au mois de septembre 2022, le pays comptait 92.852 cas positifs avec 1.442 décès et 91.410 personnes guéries (USAID, Janvier 2021).

Le début de la pandémie liée au Covid-19 a provoqué un effet choc négatif important pour l'économie mondiale en général et Congolaise en particulier. En 2020, on estime que le PIB mondial s'est contracté de 4,4%, soit la baisse la plus importante avec la croissance menée l'économist Intelligence Unit (EIU), en 1980. La chute a entraîné une forte baisse de la demande pour les principales exportations de la République Démocratique du Congo (RDC), comme le Cobalt et le Cuivre. Ces effets des restrictions nationales et internationales telles que le confinement et la fermeture des frontières imposées pour aider à contenir le virus, a conduit la RDC à connaître une croissance négative en 2020 (2,8%) (EIU, 2021).

Pour la Banque Centrale du Congo, au sujet des perspectives macroéconomiques, il était attendu, selon les perspectives mondiales du FMI de juin 2020, une forte contraction de l'activité économique mondiale en 2020, suite aux effets de la pandémie de la covid-19. Au plan interne, le secteur économique devrait également connaître un repli en 2020, du fait de la crise du covid-19 avant de se relancer en 2021 (BCC, 2019).

Les banques sont profondément touchées par la pandémie mondiale du COVID-19. En dehors de menace que ce fléau représente pour la santé publique, les bouleversements socioéconomiques menaçant les moyens de subsistance et les conditions de vie de millions d'individus sur terre.

C'est pour cette raison que depuis le 10 mars 2020, les autorités Congolaises ont pris les mesures préventives d'abord en déclarant l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire national. Cette situation a entraîné la réduction des activités économiques dans presque tous les segments de la vie socio-économique du pays à cause du confinement et la fermeture des toutes les frontières internes et externes. En plus le Gouvernement avait mis en place d'autres mesures, telles qu'un couvre-feu

durant trois mois, l'interdiction de rassemblements de plus de 20 personnes, la fermeture des églises, écoles et bars, fermeture de kermès, ventes publiques. Néanmoins, certaines activités marchandes ont été maintenues partiellement, malgré certaines contraintes d'ordre logistiques et commerciales.

Les mesures de restriction de la circulation ont entravé l'accès des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs aux marchés et aux zones de production, alors que les fournisseurs accumulent les retards de livraison.

Dans ce travail, les questions que nous pouvons nous poser sont celles de savoir :

- ✓ Quel est l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur le secteur bancaire en RDC ?
- ✓ Les décisions prises par les banques et les autorités monétaires pour faire face à la crise sont-elles efficaces ?

Dans le cadre de ce travail, nous émettons les hypothèses suivantes :

- ✓ La pandémie du COVID-19 a eu un impact négatif sur le secteur bancaire en RDC
- ✓ Les mesures prises par les autorités monétaires et politiques étaient efficaces mais limitées

Cette recherche a pour objectif d'évaluer les impacts observés de la crise sanitaire du covid-19 sur le secteur bancaire.

Spécifiquement, notre étude vise à :

- Analyser les effets du COVID-19 sur les activités des banques Congolaises.
- Evaluer les mesures prises par les autorités publiques et les banques pendant cette période

Pour réaliser ce travail, nous avons adopté un plan qui sera axé sur trois chapitres. Le premier sur la revue de littérature, dont les théories économiques, l'origine de la crise sanitaire, sa propagation dans le monde entier et en RDC et le secteur bancaire en RDC. Le second chapitre portera sur l'approche méthodologique et enfin, le troisième chapitre sur l'analyse empirique sur l'impact de la crise sanitaire COVID-19 sur le secteur bancaire en RDC 2010 à 2021 ainsi que la modélisation économétrique de l'impact de la crise sanitaire suivi de la discussion et conclusion finale.

## 1. Revue de littérature

Dans la littérature économique, généralement on distingue le choc d'offre et celui de la demande, soit-il exogène ou endogène cela dépend de l'origine extérieure ou intérieure au système économique concerné. Par la modification de l'offre ou la demande des biens ou des services, un choc conduit à un déséquilibre macroéconomique pouvant se traduire par l'inflation, le chômage, le déséquilibre extérieur, la dépréciation monétaire, le déficit budgétaire, la pauvreté, l'instabilité financière, etc. lorsqu'un choc est du côté d'offre, il affecte positivement ou négativement la production de biens ou services et nécessite de mettre en place des politiques d'offre ou encore des politiques structurelles pour y faire face. Tandis qu'un choc de la demande est de nature à perturber positivement ou soit négativement la demande (consommation) de biens ou services et pour y remédier, il nécessite d'actionner des politiques conjoncturelles (politique monétaire et politique budgétaire) de relance Keynésienne. Pour la théorie classique, l'offre ou la production est fondamentalement déterminée par la quantité de la main d'œuvre et le capital qui constituent les facteurs de production (Kuma, 2020). Ainsi, la pandémie du Covid-19 (y compris les mesures prises de riposte) est un choc imprévisible qui modifie les comportements des agents économiques et ont perturbés les équilibres macroéconomiques des pays dans le monde. Les mesures de confinement (par la mise en quarantaine des populations) ont entraîné : un accroissement du chômage et de l'absentéisme (dans le secteur privé surtout), au même temps une baisse de revenu et de la consommation, une baisse des revenus fiscaux qui par ricochet, la baisse de la production. Mais également un choc qu'on pourrait apercevoir

du côté de la demande au début de la crise sanitaire. Mais avec le temps, du côté de l'offre, on a noté ce qui suit ; des pratiques qui s'apparentaient au protectionnisme avec la fermeture de frontières par plusieurs Etats du monde, se traduisant par des perturbations de la chaîne de production à l'échelle mondiale au départ de la chine (avec des ruptures de stocks des fournisseurs), surtout que cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux. Ainsi entraînant des spéculations sur les marchés financiers, une baisse du commerce extérieur, des réserves de change ainsi que l'instabilité et dépréciation monétaire. En effet, du fait que plusieurs pays dans le monde feraient face à une forte demande dont l'offre ne suivrait pas, on peut admettre également que l'économie mondiale soit frappée par un choc du côté de l'offre.

Les crises financières sont des sources des préoccupations majeures dès lors qu'elles perturbent le fonctionnement général du système financier dans son ensemble et affectent significativement la croissance économique et le bien-être social des populations. Pour les prévenir il y a nécessité de la mise en place de modèles mathématiques capables de détecter, de mesurer et ainsi suivre l'évolution du risque systémique auquel est exposé un secteur financier. Le système bancaire représente plus des 80% des actifs de l'ensemble du système financier des pays africains. Ce dernier reste sous-développé, ce qui diminue son exposition aux risques inhérents au développement de produits financiers non conventionnels. Ainsi, l'internationalisation des crises financières est révélatrice d'une certaine dépendance croissante entre les économies en générale et les systèmes financiers en particuliers (Guy-Albert, 2020).

En ce qui concerne les effets de la crise liée à la pandémie du Covid-19 sur le système bancaire ou financier, la plupart de chercheurs attestent sur la possibilité d'une instabilité financière dans le temps à l'absence des mesures adéquates de riposte adaptées et efficaces qui se passerait par la peur et l'incertitude, l'absence d'une communication claire et honnête des autorités autour de la pandémie par weder M. en 2020, le manque de communication entre les instances de contrôle et les différentes banques par Tobias A ; et Aditya N. en 2020. Aussi le manque de liquidité, la non-assistance aux entreprises et ménages vulnérables, parfois les mesures de ripostes inadaptées, les problèmes liés à la solvabilité tant pour les entreprises ou les ménages que pour les banques qui se traduit souvent par des prêts non performants, à cela s'ajoute les effets contagions suite à l'interconnexion des banques, la mauvaise gestion du risque de crédit (Mathonnat, 2017).

La crise actuelle a également contribué à instaurer une nouvelle grille de lecture dans l'exercice du métier de banque. En effet, une base solide de dépôts ainsi qu'un niveau élevé de fonds propres semblent être les deux pré-requis indispensables dans l'univers bancaire de l'après-crise (Plane, 2009).

Dans l'étude sur l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur le secteur bancaire en Algérie, AMMICHE Siham avait constaté que le coefficient de détermination  $R^2$  est très élevé, et il est de l'ordre de 95.12%. Ce qui veut dire que le modèle expliquait 95% de la variabilité totale de l'activité bancaire. Les résultats d'estimation avaient mis en évidence l'impact significatif de la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID- 19 sur la période 1980-2020. En effet, cette crise a engendré la baisse de l'activité bancaire de 3.97% d'où il avait conclu que la covid-19 a impacté négativement le secteur bancaire en Algérie (Siham, 2021).

Par rapport aux études précédentes, notre étude a une importance capitale car elle va se focaliser sur deux dimensions importantes, pour un premier temps, nous analysons l'impact des mesures de santé publique prises par les autorités Congolaises sur le secteur bancaire et la gestion de crise par les dirigeants des banques d'autre part, en distinguant les différentes phases de la pandémie notamment ; Etat d'urgence sanitaire, confinement, réouverture, restriction... pour y arriver, nous récolterons les informations quantitatives auprès des dirigeants des banques sur les stratégies managériales qu'ils

ont adoptées pour faire face aux effets de cette pandémie du COVID-19. Au second lieu, nous procéderons à une modélisation économétrique pour voir l'impact avant et pendant la période difficile de la pandémie de covid-19. Ainsi, proposer les solutions qui doivent orienter les dirigeants des banques à la prise des décisions stratégiques de gestion dans devant d'autres évènements futurs

## 2. Aspects théoriques sur la pandémie du Covid-19

La pandémie de la Covid-19 a exercée des effets néfastes non seulement sur les centres hospitaliers mais également et surtout sur l'activité économique.

Les banques sont profondément touchées par la pandémie mondiale du COVID-19. En dehors de menace que ce fléau représente pour la santé publique, les bouleversements socioéconomiques menaçant les moyens de subsistance et les conditions de vie de millions d'individus sur terre.

## 3. Origine et apparition de la crise sanitaire du COID-19

L'épidémie de la maladie causée par le Virus connu sous le nom de coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS-CoV-2) ou COVID-19 a commencé en Chine en décembre 2019. Ce virus s'est rapidement répandu au monde, c'est le 11 mars 2020 que le Directeur Général de l'OMS va déclarer la pandémie. Cette dernière a eu un impact plus sévère dans les pays déjà affectés par des crises humanitaires. L'accès humanitaire aux communautés vulnérables a été limités aux déplacements essentiels, interrompant certains des services essentiels (IMMAP, 2021).

### 1. La crise sanitaire

Une crise sanitaire fait référence à un évènement réellement ou potentiellement un grand nombre des personnes, affecte la santé et peut augmenter la mortalité ou un facteur important de surmortalité. Une crise sanitaire est toujours déclarée par l'Etat, il en existe plusieurs types d'épidémies ou pandémies majeures qui touchent nombreux des pays au monde. Les crises sanitaires peuvent créer des crises économiques et sociétales, c'est le cas même de la pandémie du COVID-19 (Siham, 2021).

### 2. La pandémie du Covid-19 en RDC

La République Démocratique du Congo, pays d'Afrique Centrale s'étend sur 342 000 km<sup>2</sup> et compte une population estimée à 575 3740 habitants en 2021, dont environ 51% sont femmes. La population est jeune, et 41,7% des habitants ont moins de 14 ans. En outre, près de 67% de la population vivent en milieu urbain. La RDC est classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec un produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 2 843,6 dollars Usd en 2019. Le pays subit de 2015 les revers de la crise économique mondiale et fait encore face à la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Son PIB National environ 60% proviennent de l'extraction du pétrole et le taux de pauvreté multidimensionnelle est estimé à 43% avec un degré de privation de 44,7% (OMS, 2021).

**Tableau 1 : Données épidémiologiques Covid-19 du 16 Décembre 2020**

<b>1</b>	<b>Provinces touchées</b>	<b>22</b>	
<b>2</b>	Zones de santé touchées	151	
<b>4</b>	Total cas confirmés	26 756	
<b>5</b>	Total guéris	22 483	83,8%
<b>6</b>	Total décès	713	2,7%
<b>6</b>	Cas actif fin 2020	3 612	13,5%

Source: Rapport de l'OMS

## Approche méthodologique

Nous avons recouru à la méthode quantitative en utilisant la technique documentaire. Nous tenons à présenter respectivement le modèle qui offre un cadre à partir duquel l'objet de cette étude est analysé, la spécification dudit modèle ainsi que les données et sources des données.

### 4. Modèle

Dans cette étude, il est généralement question de montrer comment le taux d'intérêt et d'autres variables de la politique monétaire ont influencé le crédit à en RDC avant et pendant la période de la pandémie Covid 19, qui est prise comme choc exogène ici. Pour ce faire, nous avons fait recours au modèle qui va estimer la relation existant entre ces deux compartiments de variables. Ces modèles économétriques sont ceux dont les données ont été analysées à l'aide du logiciel Eviews 12.

En effet, pour identifier les indicateurs induisant le crédit l'économique,, la littérature retient plusieurs types des modèles notamment les modèles VAR, les modèles factoriels dynamiques, les modèles structurels (Nouvelle courbe de Phillips Hybride, NKPC), les modèles Pstar, les modèles DSGE, les modèles GPM, etc.

Pour ce travail, le choix a été porté sur l'approche de cointégration de Johansen (1988) basée sur le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) pour estimer la relation existant entre le taux d'intérêt et le crédit à en RDC avant et pendant la période de la pandémie Covid 19, qui est prise comme choc exogène  $i$ . Ce modèle a l'avantage non seulement d'intégrer les fluctuations de court terme d'un certain nombre d'indicateurs tout en s'assurant de la convergence des sentiers de croissance de ces derniers sur le long terme au travers une force de rappel, mais encore il permet de bien identifier les capacités prédictives d'un indicateur à travers Les analyse des réponses impulsionnelle et de la décomposition de la variance. Il pose toutefois le problème de degré de liberté si bien que nous n'avons retenu qu'un nombre réduit de variables.

Ce choix est justifié par le fait que la littérature économique récente concernant la théorie de l'équilibre qui démontre qu'une série macro-économique stationnaire peut être le résultat d'une combinaison de variables non stationnaires, d'où l'importance actuelle de l'analyse de la cointégration à  $k$  variables.

Ainsi, pour estimer le modèle VECM, nous avons procédé aux étapes suivantes lesquelles sont détaillées et analysées dans le chapitre suivant :

Etape 1 : test de racine unitaire pour déterminer l'ordre d'intégration de chacune des variables du modèle

Etape 2 : Détermination du nombre de retards  $p$  du modèle (en niveau ou en Log) selon les critères AIC ou SC

Etape 3 : Test de cointégration pour identifier les relations de long terme entre les variables

Etape 4 : Estimation par la méthode du maximum de vraisemblance du modèle vectoriel à correction d'erreur et validation à l'aide des tests usuels : significativité des coefficients et vérification que les résidus sont des bruits blancs (test de Ljung-Box), tests d'exogénéité faible (Bourbonnais (2015)).

## 5. Spécification du modèle

Le modèle économétrique s'inspire de la théorie de Keynes (1936), de Young (1928), Kaldor (1962) ou encore Myrdal (1957), et celle de l'équation quantitative de la monnaie. Selon KEYNES les Keynesiens, le taux d'intérêt a des implications significatives sur les crédits à l'économie est soulignée fondamentalement, comme un phénomène cumulatif résultant l'articulation entre la distribution de crédits et une plus ou moins grande flexibilité des prix et des salaires en réaction aux déséquilibres de marché.

Le modèle VEC sans COVID-19, estimé par la méthode de maximum de vraisemblance peut être présenté dans les lignes suivantes :

$$\begin{aligned} D(LCRECO) = & A(1,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + \\ & B(1,4)*LTXINFL(-1) + B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + \\ & C(1,1)*D(LCRECO(-1)) + C(1,2)*D(LCRECO(-2)) + C(1,3)*D(LTXINT(-1)) + C(1,4)*D(LTXINT(-2)) + \\ & C(1,5)*D(LPIBH(-1)) + C(1,6)*D(LPIBH(-2)) + C(1,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(1,8)*D(LTXINFL(-2)) + \\ & C(1,9)*D(LTXCH(-1)) + C(1,10)*D(LTXCH(-2)) + C(1,11)*D(LINV(-1)) + C(1,12)*D(LINV(-2)) + \\ & C(1,13)*D(LIQ(-1)) + C(1,14)*D(LIQ(-2)) + C(1,15) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} D(LTXINT) = & A(2,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + \\ & B(1,4)*LTXINFL(-1) + B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + \\ & C(2,1)*D(LCRECO(-1)) + C(2,2)*D(LCRECO(-2)) + C(2,3)*D(LTXINT(-1)) + C(2,4)*D(LTXINT(-2)) + \\ & C(2,5)*D(LPIBH(-1)) + C(2,6)*D(LPIBH(-2)) + C(2,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(2,8)*D(LTXINFL(-2)) + \\ & C(2,9)*D(LTXCH(-1)) + C(2,10)*D(LTXCH(-2)) + C(2,11)*D(LINV(-1)) + C(2,12)*D(LINV(-2)) + \\ & C(2,13)*D(LIQ(-1)) + C(2,14)*D(LIQ(-2)) + C(2,15) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} D(LPIBH) = & A(3,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + B(1,4)*LTXINFL(-1) + \\ & B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + C(3,1)*D(LCRECO(-1)) + \\ & C(3,2)*D(LCRECO(-2)) + C(3,3)*D(LTXINT(-1)) + C(3,4)*D(LTXINT(-2)) + C(3,5)*D(LPIBH(-1)) + \\ & C(3,6)*D(LPIBH(-2)) + C(3,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(3,8)*D(LTXINFL(-2)) + C(3,9)*D(LTXCH(-1)) + \\ & C(3,10)*D(LTXCH(-2)) + C(3,11)*D(LINV(-1)) + C(3,12)*D(LINV(-2)) + C(3,13)*D(LIQ(-1)) + \\ & C(3,14)*D(LIQ(-2)) + C(3,15) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} D(LTXINFL) = & A(4,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + \\ & B(1,4)*LTXINFL(-1) + B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + \\ & C(4,1)*D(LCRECO(-1)) + C(4,2)*D(LCRECO(-2)) + C(4,3)*D(LTXINT(-1)) + C(4,4)*D(LTXINT(-2)) + \\ & C(4,5)*D(LPIBH(-1)) + C(4,6)*D(LPIBH(-2)) + C(4,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(4,8)*D(LTXINFL(-2)) + \\ & C(4,9)*D(LTXCH(-1)) + C(4,10)*D(LTXCH(-2)) + C(4,11)*D(LINV(-1)) + C(4,12)*D(LINV(-2)) + \\ & C(4,13)*D(LIQ(-1)) + C(4,14)*D(LIQ(-2)) + C(4,15) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} D(LTXCH) = & A(5,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + \\ & B(1,4)*LTXINFL(-1) + B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + \\ & C(5,1)*D(LCRECO(-1)) + C(5,2)*D(LCRECO(-2)) + C(5,3)*D(LTXINT(-1)) + C(5,4)*D(LTXINT(-2)) + \\ & C(5,5)*D(LPIBH(-1)) + C(5,6)*D(LPIBH(-2)) + C(5,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(5,8)*D(LTXINFL(-2)) + \\ & C(5,9)*D(LTXCH(-1)) + C(5,10)*D(LTXCH(-2)) + C(5,11)*D(LINV(-1)) + C(5,12)*D(LINV(-2)) + \\ & C(5,13)*D(LIQ(-1)) + C(5,14)*D(LIQ(-2)) + C(5,15) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} D(LINV) = & A(6,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + B(1,4)*LTXINFL(-1) + \\ & B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + C(6,1)*D(LCRECO(-1)) + \\ & C(6,2)*D(LCRECO(-2)) + C(6,3)*D(LTXINT(-1)) + C(6,4)*D(LTXINT(-2)) + C(6,5)*D(LPIBH(-1)) + \end{aligned}$$

$$C(6,6)*D(LPIBH(-2)) + C(6,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(6,8)*D(LTXINFL(-2)) + C(6,9)*D(LTXCH(-1)) + C(6,10)*D(LTXCH(-2)) + C(6,11)*D(LINV(-1)) + C(6,12)*D(LINV(-2)) + C(6,13)*D(LIQ(-1)) + C(6,14)*D(LIQ(-2)) + C(6,15)$$

$$D(LIQ) = A(7,1)*(B(1,1)*LCRECO(-1) + B(1,2)*LTXINT(-1) + B(1,3)*LPIBH(-1) + B(1,4)*LTXINFL(-1) + B(1,5)*LTXCH(-1) + B(1,6)*LINV(-1) + B(1,7)*LIQ(-1) + B(1,8)) + C(7,1)*D(LCRECO(-1)) + C(7,2)*D(LCRECO(-2)) + C(7,3)*D(LTXINT(-1)) + C(7,4)*D(LTXINT(-2)) + C(7,5)*D(LPIBH(-1)) + C(7,6)*D(LPIBH(-2)) + C(7,7)*D(LTXINFL(-1)) + C(7,8)*D(LTXINFL(-2)) + C(7,9)*D(LTXCH(-1)) + C(7,10)*D(LTXCH(-2)) + C(7,11)*D(LINV(-1)) + C(7,12)*D(LINV(-2)) + C(7,13)*D(LIQ(-1)) + C(7,14)*D(LIQ(-2)) + C(7,15)$$

Ici, c'est la première équation qui nous concerne, Avec A(1,1) « force de rappel qui doit être négative, significative et inférieure à 1 en valeur absolue.

Le modèle VEC avec COVID-19, estimé par la méthode de maximum de vraisemblance.

Pour valider les modèles estimés ci-haut, il sera question de faire deux tests qui sont respectivement celui de JOUNG-BOX pour voir si les résidus sont des bruit blanc et celui de restriction de force de rappel ou d'érogénéité faible.

Le Crédit à l'économie CRECO: processus selon lequel, les banques du second rang accord aux ménages et aux entreprises, dans le but que ces derniers augmentent respectivement le niveau de la consommation et celui des investissements, ce qui va impliquer à son tour une augmentation de la production, dont de la croissance économique.

LINFt: Le taux d'inflation. Cet indicateur est utilisé par toutes les Banques Centrales pour définir la stabilité des prix;

**Le Produit Intérieur Brut per capita (LPIBH):** Le produit intérieur brut est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. En tant qu'indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné sur l'ensemble de la population, il vise à quantifier pour un pays et une année donnée la valeur totale de la « production de richesse » effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur de ce territoire (ménages, entreprises, administrations publiques). Le signe du coefficient associé à la variable est positif;

**La masse monétaire (LMMt):** Cette variable est traditionnellement considérée comme un indicateur avancé de l'inflation conformément aux enseignements de la théorie quantitative de la monnaie;

**Investissement (LINV):** c'est l'accroissement du capital dans le temps

**Liq:** c'est l'indice de liquidité bancaire

**Covid:** c'est la variable

proxies qui capte la pandémie du Corona virus en RDC. Cette variable est prise du mars 2020 (date du début en RDC) et Aout 2021.

### 3. Données et Sources

Ces données sont toutes quantitatives et chronologiques. Elles sont collectées ou extraites de la base des données de la banque mondiale WIDI 2021, de celle du FMI 2021, de la politique monétaire de la BCC et de la base des données du ministère de la santé de la RDC.

## ANALYSES EMPIRIQUES DE L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID\_19 SUR LE SECTEUR BANCAIRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO.

### 1. Présentation des variables d'étude

Cette étude sur l'impact de la pandémie du COVID\_19 sera basée sur cinq variables : le dépôt de client ou épargne (Dpt), les crédits à l'économie (CRE) comme mesure de l'activité bancaire, Résultat Net d'Exploitation (RNE), comme mesure de performance financière des activités bancaires et enfin, le taux d'intérêt qui constitue un déterminant sur l'octroi de crédit aux ménages et aux entreprises.

### 2. Impact de la pandémie du COVID\_19 sur le secteur bancaire en RDC et les réactions des banques face à la crise

Conduire la politique monétaire en période de crise économique majeure reste une tâche très délicate et ardue pour la Banque Centrale. Devant un tel contexte, de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 qui avait débutée depuis le mois de mars 2020 en RDC, et qui a perduré sur toute l'année, même si elle avait progressivement décliné en intensité, et que si les mesures prises par le gouvernement pour la riposte avaient permis de ralentir sa propagation, elles ont néanmoins entraîné des répercussions négatives sur l'ensemble de l'économie et particulièrement dans les secteurs où les activités avaient été momentanément suspendues.

### 3. Modélisation de l'Impact de la crise sanitaire liée au COVID\_19 sur le secteur bancaire en République Démocratique du Congo (2010 à 2021)

Dans ce chapitre, il est question de faire l'analyse proprement dite de ce travail. Sur c'est la présentation des données va venir dans un premier temps, les analyses des données et l'interprétation des résultats viendront en deuxième temps et la discussion des résultats viendront va clôturer cette sous partie du travail.

**Tableau 4 : Présentation des données des variables d'étude**

	LCRECO	LTXINT	LINV	LPIBH	LTXINFL	LTXCH	LIQ
Mean	0.974797	1.933789	4.209303	-6.83E+08	3.864235	-0.699132	6.081124
Median	1.018580	2.223835	2.609564	2.46E+08	3.411559	5.918996	3.429647
Maximum	2.388923	3.505947	23.40263	2.41E+09	10.07631	7.473069	15.69898
Minimum	-0.710522	-0.287682	0.741937	-3.05E+10	-0.006390	-22.33920	0.560000
Std. Dev.	0.912941	1.171448	6.080288	5.41E+09	2.431320	10.50848	4.562205
Skewness	-0.264517	-0.505667	2.841597	-5.152886	0.555299	-1.122987	0.605458
Kurtosis	1.755659	2.017602	9.223875	29.02451	2.828842	2.644781	1.914405
Jarque-Bera	2.590036	2.816194	100.6334	1109.936	1.788858	7.324990	3.746847
Probability	0.273893	0.244608	0.000000	0.000000	0.408841	0.025668	0.153597
Sum	33.14310	65.74881	143.1163	-2.32E+10	131.3840	-23.77049	206.7582
Sum Sq. Dev.	27.50421	45.28559	1220.007	9.66E+20	195.0735	3644.128	686.8525
Observations	34	34	34	34	34	34	34

Source: auteur (ses analyses sous Eviews 12)

A la statistique de Jarque-Bera sont supérieures au seuil de 5 %. Il s'observe également que nos variables ont connu une moyenne annuelle respectivement de 0,93 % le crédit à l'économie. Il ressort de la lecture de ce tableau que toutes les séries prises (à l'exception de la série PIBH et INV) en niveau suivent une loi normale de distribution du fait que leurs probabilités associées en logarithme; 3,41% du taux d'inflation en logarithme; 2,61 million de dollars le PIBH; 2,36 million de CDF pour la masse monétaire et 2,57% pour les investissements privés durant la période sous examen.

## Analyses des données et interprétation des résultats

### a. Analyse de la corrélation

Dans ce point, il est question de mettre en évidence les corrélations linéaires existant entre le crédit à l'économie et d'autres variables du modèle.

**Tableau 5 : Matrice de la corrélation des variables sous étude**

Covariance							
Correlation	LCRECO	LTXINT	LINV	LPIBH	LTXINFL	LTXCH	LIQ
LCRECO	0.808947						
	1.000000						
LTXINT	0.677497	1.331929					
	0.652690	1.000000					
LINV	1.501976	1.950552	35.88255				
	0.278780	0.282147	1.000000				
LPIBH	-2.64E+08	-1.06E+08	-1.71E+10	2.84E+19			
	-0.055069	-0.017260	-0.536057	1.000000			
LTXINFL	-1.006414	-1.172296	-2.676261	-2.19E+09	5.737456		
	-0.467150	-0.424069	-0.186521	-0.171241	1.000000		
LTXCH	2.624314	1.569628	16.05868	-1.11E+09	-12.84261	107.1802	
	0.281837	0.131371	0.258947	-0.020196	-0.517888	1.000000	
LIQ	2.359197	3.041918	15.88857	-2.88E+09	-7.613288	32.42390	20.20155
	0.583595	0.586428	0.590134	-0.120299	-0.707164	0.696812	1.000000

Source : Auteur (ses analyses sous le logiciel Eviews 12)

L'objectif de cette étude est d'analyser les effets du COVID-19 sur les activités des banques Congolaises. Il est généralement question de montrer comment le taux d'intérêt et d'autres variables de la politique monétaire ont influencé le crédit à l'économie en RDC avant et pendant la période de la pandémie Covid 19, qui est pris comme choc exogène ici. Pour ce faire, nous avons fait recours au modèle qui va estimer la relation existant entre ces deux compartiments de variables. Ces modèles économétriques sont ceux dont les données ont été analysées à l'aide du logiciel Eviews 12.

En effet, pour identifier les indicateurs induisant le crédit l'économique, la littérature retient plusieurs types des modèles notamment les modèles VAR, les modèles factoriels dynamiques, les modèles structurels (Nouvelle courbe de Phillips Hybride, NKPC), les modèles Pstar, les modèles DSGE, les modèles GPM, etc.

Pour ce travail, le choix a été porté sur l'approche de cointégration de Johansen (1988) basée sur le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) pour estimer la relation existant entre le taux d'intérêt et le crédit à en RDC avant et pendant la période de la pandémie Covid -19, qui est prise comme choc exogène i. Ce modèle a l'avantage non seulement d'intégrer les fluctuations de court terme d'un certain nombre d'indicateurs tout en s'assurant de la convergence des sentiers de croissance de ces derniers sur le long terme au travers une force de rappel, mais encore il permet de bien identifier les capacités prédictives d'un indicateur à travers les analyse des réponses impulsionnelle et de la décomposition de la variance. Il pose toutefois le problème de degré de liberté si bien que nous n'avons retenu qu'un nombre réduit de variables.

La littérature économique distingue généralement, le choc d'offre et celui de la demande, soit-il exogène ou endogène cela dépend de l'origine extérieure ou intérieure au système économique concerné. Par la modification de l'offre ou la demande des biens ou des services, un choc conduit à

un déséquilibre macroéconomique pouvant se traduire par l'inflation, le chômage, le déséquilibre extérieur, la dépréciation monétaire, le déficit budgétaire, la pauvreté, l'instabilité financière, etc. lorsqu'un choc est du côté d'offre, il affecte positivement ou négativement la production de biens ou services et nécessite de mettre en place des politiques d'offre ou encore des politiques structurelles pour y faire face. Tandis qu'un choc de la demande est de nature à perturber positivement ou soit négativement la demande (consommation) de biens ou services et pour y remédier, il nécessite d'actionner des politiques conjoncturelles (politique monétaire et politique budgétaire) de relance Keynésienne. Pour la théorie classique, l'offre ou la production est fondamentalement déterminée par la quantité de la main d'œuvre et le capital qui constituent les facteurs de production (Kuma, 2020). La pandémie du COVID-19 et sa propagation a eu des effets tant sur l'économie globale que sur le marché financier, comme ce fut le cas d'autres crises avant covid-19. Le choc sanitaire crée des besoins énormes de financement pour les entreprises et les pays en développement ainsi que la nécessité d'un soutien de la part des pays riches et d'autres bailleurs des fonds.

Après nos analyses statistiques, on commençant par Jarque-Bera qui sont supérieures au seuil de 5 %. Il s'observe également que nos variables ont connu une moyenne annuelle respectivement de 0,9 3 % le crédit à l'économie. Toutes les séries prises (à l'exception de la série PIBH et INV) en niveau suivent une loi normale de distribution du fait que leurs probabilités associées en logarithme; 3,41% du taux d'inflation en logarithme; 2,61 million de dollars le PIBH; 2,36 million de CDF pour la masse monétaire et 2,57% pour les investissements privés durant la période sous examen. A court terme, le crédit à l'économie décalé à la première année, le PIBH décale à la première et à la deuxième année, la masse monétaire décalée à la deuxième année, et les investissements privés décalés à la deuxième année influencent significativement et de manière négative le niveau d'inflation vu la valeur de la statistique de Student associée à chacun des coefficients de ces deniers. Ainsi, toute augmentation d'une unité des variables citées ci-haut entraîne respectivement une baisse du taux d'inflation de 1,2% ; 2,03% ;5,03% ;2,17% et 0,22% ceterisparibus ; tandis que le niveau d'inflation décalé dans les deux périodes, le crédit à l'économie décalé à la deuxième période, la masse monétaire décalé à la première période et les investissements privés décalés à la première période entraîne respectivement une hausse du taux d'inflation de 0,40 ; de 0,14% ; de 1,4% ; de 3,33% et de 1,39%. Des cette analyse, nous disons l'activités bancaires a été impacté négativement par la crise sanitaire liée au COVID-19 en République Démocratique du Congo. Ainsi, en raison du double choc causé par la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID -19, la RDC a dû enregistrer une contraction économique majeure vers fin 2020. La consommation privée et l'investissement ont chuté en raison du ralentissement de l'activité économique dû au confinement, aux pertes d'emplois ainsi qu'à l'augmentation attendue de l'épargne de précaution. L'étude a montré que la liquidité des banques a considérablement diminuée entre 2020 et 2021. Déclin imputable à la pandémie de COVID-19 et à la baisse des revenus de matières premières sur le marché mondial, qui ont entraîné une diminution des dépôts dans certaines banques commerciales.

Le ralentissement de l'activité bancaire a entraîné un creusement du déficit public. Notons que les effets de la crise du covid-19 sur le secteur bancaire Congolais sont nombreux et divers. Certaines banques leurs activités ont connues une baisse drastique, les emplois ont été détruites d'où le chômage et chute des investissements direct étrangers, ainsi que l'aide au développement. Et de conclure cette partie en disant que la crise sanitaire et le confinement qui était l'une des mesures prises par l'Etat Congolais a contribué à l'évolution des perturbations de l'activité bancaire qui a entraîné les externalités négatives sur la solvabilité des entreprises.

## Conclusion

Le travail sur l'impact de la crise sanitaire liée au COVID-19 avait pour objectif d'évaluer les effets de cette dernière sur le secteur bancaire en République Démocratique du Congo. C'est depuis le 20 mars 2020 que l'autorité sanitaire avait déclaré le début de la pandémie dans le pays et le Gouvernement avait mis des mesures restrictives pour lutter contre la crise sanitaire qui a touché tous les secteurs économiques et sociaux même si à degré d'impacts différents. Les effets de la crise sanitaire ont été ressentis au plan des échanges commerciaux où elle a touché principalement la circulation des personnes et des biens. Elle était à la base de paralysie des activités des entreprises ce qui a entravé les investissements ainsi conduisant à un ralentissement de la croissance économique.

Pour orienter ce travail, notre problématique du départ est de découvrir dans quel niveau l'activité bancaire en République Démocratique du Congo est-elle impactée par la crise sanitaire. Nous avons émis quelques hypothèses que nous avons essayé de vérifier à travers un modèle économétrique. Les données relatives au secteur bancaire Congolais et à la pandémie du COVID-19 ont été récoltées à partir de la base des données de la Banque Centrale du Congo, Banque Mondiale et le Institut National des recherches Biomédicales.

Pour atteindre nos objectifs, nous avons fait recours aux modèles qui va estimer la relation existant entre ces deux compartiments de variables. Ces modèles économétriques sont ceux dont les données ont été analysées à l'aide du logiciel Eviews. Ce modèle permet à identifier les indicateurs induisant le crédit l'économique, la littérature retient plusieurs types des modèles notamment les modèles VAR, les modèles factoriels dynamiques, les modèles structurels (Nouvelle courbe de Phillips Hybride, NKPC), les modèles Pstar, les modèles DSGE, les modèles GPM, etc. et le choix a été porté sur l'approche de cointégration de Johansen (1988) basée sur le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) pour estimer la relation existant entre le taux d'intérêt et le crédit à l'économie en RDC avant et pendant la période de la pandémie Covid 19, qui est pris comme choc exogène  $i$ . Ce modèle a l'avantage non seulement d'intégrer les fluctuations de court terme d'un certain nombre d'indicateurs tout en s'assurant de la convergence des sentiers de croissance de ces derniers sur le long terme au travers une force de rappel, mais encore il permet de bien identifier les capacités prédictives d'un indicateur à travers les analyses des réponses impulsionnelles et de la décomposition de la variance

Ainsi, après nos analyses statistiques, on commençant par Jarque-Bera qui sont supérieures au seuil de 5 %. Il s'est observé que nos variables ont connu une moyenne annuelle respectivement de 0,9 3 % le crédit à l'économie. Toutes les séries prises (à l'exception de la série PIBH et INV) en niveau suivent une loi normale de distribution du fait que leurs probabilités associées en logarithme; 3,41% du taux d'inflation en logarithme; 2,61 million de dollars le PIBH; 2,36 million de CDF pour la masse monétaire et 2,57% pour les investissements privés durant la période sous examen. A court terme, le crédit à l'économie décalé à la première année, le PIBH décale à la première et à la deuxième année, la masse monétaire décalée à la deuxième année, et les investissements privés décalés à la deuxième année influencent significativement et de manière négative le niveau d'inflation vu la valeur de la statistique de Student associée à chacun des coefficients de ces deniers. Ainsi, toute augmentation d'une unité des variables citées ci-haut a entraîné une baisse du taux d'inflation respectivement de 1,2% ; 2,03% ; 5,03% ; 2,17% et 0,22% ceteris paribus ; tandis que le niveau d'inflation décalé dans les deux périodes, le crédit à l'économie décalé à la deuxième période, la masse monétaire décalé à la première période et les investissements privés décalés à la première période entraîne

respectivement une hausse du taux d'inflation de 0,40 ; de 0,14% ; de 1,4% ; de 3,33% et de 1,39%. Des cette analyse, nous disons l'activités bancaires a été impacté négativement par la crise sanitaire liée au COVID\_19 en République Démocratique du Congo. Ainsi, en raison du double choc causé par la crise sanitaire liée à cette pandémie, la RDC a dû enregistrer une contraction économique majeure vers fin 2020.

Au cours de la période de la propagation de la pandémie liée au COVID-19, les banques Congolaises ont subi une crise qui a entravé leur activité. La satisfaction de la demande de ses clients était difficile, cette situation a imposée une modification profonde des activités des banques tel que l'octroi de crédits aux entreprises et aux clients ayant des problèmes dans leurs activités et réduire le seuil minimum du coefficient de liquidité; dispenser les banques et les établissements financiers de l'obligation de constitution du cousin de sécurité ainsi reporter le paiement de crédits pour les tranches arrivant à l'échéance.

Cet ainsi que, pour la préservation de la confiance dans le système bancaire durant cette période de crise sanitaire liée au COVID-19 ainsi que pour contenir cette crise économique, nous suggérons l'autorité monétaire observe ce qui suit:

Que la banque centrale puisse assouplir la politique monétaire par l'acquisition des divers actifs et fourniture de liquidité au système financier pour faire face aux contraintes financières et soutenir le crédit à l'économie.

- Rendre disponible un fond de solidarité pour une risposte efficace en cas des crises ;
- Donner une priorité aux dépenses de santé dans l'exécution budgétaire ;
- Sur le plan fiscal, alléger des factures et augmenter les exonérations fiscales pour des tranches de la population les plus touchées,
- Subventionner les entreprises saines pour soutenir leurs activités économiques ;
- Faire recours à des soutiens financiers des bailleurs des fonds auprès des institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale).
- Que l'autorité publique veille en cas de persistance de crise à garantir des crédits aux banques et les appuis budgétaires en faveur des agents économiques en difficulté de rembourser leurs prêts ou de financier leurs activités.

Notre étude allait atteindre les résultats de chaque banque commerciale sauf de temps et des moyens qui nous limitent à ce niveau.

## Références

- Alami, R. (2010). *Méthodologie de recherche en gestion*. Paris: MBA Paris Dauphine. Consulté le Septembre 27, 2022
- Bauvert, J. (2019). *Qu'est-ce qu'une banque d'après Walras ? dans l'économie appliquée à l'économie pure*. Lausanne: \* Centre Walras-Pareto. Consulté le Octobre 21, 2022, sur <https://www.unil.ch/files/live/sites/cwp/files/shared/publications/BauvertCeras.pdf>
- BCC, B. C. (2019). *Rapport d'activité annuel*. Kinshasa. BCC. Consulté le Octobre 03, 2022, sur [https://www.bcc.cd/bcc/publications-redirect/rapport\\_politique\\_monetaire](https://www.bcc.cd/bcc/publications-redirect/rapport_politique_monetaire)
- BempongNyantaky, E. (2015). *Système bancaire en Afrique: principaux faits et défis*. Tunis: Banque Africaine de Développement. Consulté le Octobre 22, 2022, sur [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Knowledge/AEB\\_Vol\\_6\\_Issue\\_5\\_2015\\_L\\_e\\_syst%C3%A8me\\_bancaire\\_en\\_Afrique\\_\\_principaux\\_faits\\_et\\_d%C3%A9fis.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Knowledge/AEB_Vol_6_Issue_5_2015_L_e_syst%C3%A8me_bancaire_en_Afrique__principaux_faits_et_d%C3%A9fis.pdf)
- Canada. (2003). *Méthodes et pratique d'enquête*. (S. Franklin, Éd.) Ottawa: Statistique Canada. Consulté le Septembre 23, 2022
- COUSSERGUES, S. d. (2017). *Gestion de la banque*. Paris: 8è Dunod. Consulté le Octobre 22, 2022, sur <https://www.dunod.com/sites/default/files/atoms/files/9782100758784>
- Deloitte. (2021). *Quels enjeux pour le secteur bancaire en RDC?* Kinshasa: Deloitte. Consulté le Octobre 28, 2022
- EIU, E. I. (2021). *LA COVID-19 ET L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS AUX POPULATIONS VULNERABLES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO*. Kinshasa. Consulté le Septembre 28, 2022
- Gobat, J. (2012). *Le rôle des banques: Rapprocher épargnants et emprunteurs contribue à l'économie* (éd. 2012). Paris: L'ABC de l'économie. Consulté le Octobre 20, 2022, sur <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2012/03/pdf/basics.pdf>
- Guy-Albert, K. (2020). *Chocs extérieurs et stabilité financière : cas de l'Union Monétaire d'Afrique Centrale*. Yaoundé, Cameroun: BEAC. Consulté le Novembre 02, 2022, sur [https://www.beac.int/wp-content/uploads/2020/03/Beac\\_working\\_paper\\_07-19.pdf](https://www.beac.int/wp-content/uploads/2020/03/Beac_working_paper_07-19.pdf)
- IMMAP. (2021). *Projet d'Analyse de situation COVID\_19*. Kinshasa: Better data. Consulté le Octobre 30, 2022
- KITENGE, P. (2020). Partage d'expériences sur l'analyse d'impacts du COVID19 sur le marché du travail, sur la base des données primaires » cas de la RDC. *COOPERATION SUD SUD EN AFRIQUE CENTRALE* (p. 8). Kinshasa: Institut National de la Statistique. Consulté le Septembre 19, 2022
- Kuma, J. K. (2020). *L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état de lieux, analyses et perspectives*. Kinshasa, Kinshasa, RDC: Centre de Recherches Economiques et Quantitatives (CREQ). Consulté le Novembre 21, 2022, sur <http://HAL Id: hal-02888395>
- Lamarque, É. (2015). *Economie et gestion de la banque*. Paris: Dunod. Consulté le Octobre 22, 2022, sur <https://www.dunod.com/sites/default/files/atoms/files/9782100729609/Feuilletage>
- Lobez, F. (1997). *Banque et marché des crédits* (éd. Presses Universitaires de France). Paris: Presses Universitaires de France. Consulté le Octobre 20, 2022, sur <https://media.electre-ng.com/extraits/extrait-id/9be.pdf>
- Maher, B. H. (2020). *Les déterminants de la performance bancaire : cas des banque Tunisiennes*. Tunis: Institut de financement du développement du Magreb Arabe. Consulté le Octobre 10, 2022
- Mathonnat, C. (2017). *Développement financier et crises bancaires : une analyse de l'effet exercé par la taille et l'activité des intermédiaires financiers sur l'origine et les conséquences des crises bancaires*. Clermont: Université de Clairmont. Consulté le Novembre 18, 2022, sur [https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02093166/file/2017CLFAD016\\_MATHONNAT.pdf](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02093166/file/2017CLFAD016_MATHONNAT.pdf)
- Mondiale, B. (2022, Octobre 11). La Banque mondiale en République démocratique du Congo (RDC). p. 1. Consulté le Octobre 30, 2022, sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>
- Nathalie Brender, David Maradan, et Christina Nicolas. (2021). *Impacts économiques de la pandémie de covid\_19 sur les Petites et Moyennes entreprises*. Genève: Projet Cococov. Consulté le Septembre 23, 2022, sur <https://wp.unil.ch/viral/limpact-economique-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-les-petites>
- OIT, O. I. (2021). *Guider les entreprises en temps de crise du COVID* (Vol. 1). (OIT, Éd.) Genève: Copyright © Organisation internationale du Travail 2021. Consulté le Septembre 20, 2022

- OMS. (2021). *1 an de Riposte contre la pandémie du COVID\_19*. Kinshasa: Mars 2021. Consulté le Octobre 29, 2022, sur [https://www.humanitarianresponse.info](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info)
- ONU, C. é. (2020). L'IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA COVID-19 SUR LES MÉNAGES ET LES ENTREPRISES EN AFRIQUE. 2. Consulté le Septembre 21, 2022
- Plane, M. (2009). *Les banques dans la crise*. Paris: Revue de l'OFCE. Consulté le Novembre 20, 2022, sur <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2009-3-page-179.htm>
- Siham, A. (2021). *Impact de la crise sanitaire de la COVID\_19 sur le secteur bancaire en Algérie*. Bejaia: Université A. MIRA. Consulté le Octobre 04, 2022
- Siham, A. (2021). *L'impact de la crise sanitaire COVID-19 sur le secteur bancaire en Algérie*. BEJAIE: Université de Bejaie. Consulté le Octobre 10, 2022
- Statistique, I. N. (2020, Juillet 01). Mesure de l'impact du COVID-19 sur les Unités Economiques. *Bulletin Numéro 01 : juillet 2020*, 1. Consulté le Septembre 19, 2022
- Trésor, D. g. (2021). La situation économique de la RD Congo en 2021 - Perspectives 2022. 2. Consulté le Octobre 25, 2022, sur <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CD/l-economie-de-la-rd-congo>
- USAID. (Janvier 2021). *Analyse de la situation du COVID\_19 en RDC*. Kinshasa: Better data. Consulté le Septembre 27, 2022, sur <https://immap.org/wp-content/uploads/2016/12/DRC-012021-COVID-19-Situation-Analysis-Report-Final>.